Redéfinir l'enjeu de l'économie présentielle et le rôle des femmes dans les économies locales

Le cas des territoires de montagne

Magali Talandier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/2028>

DOI : 10.4000/rga.2028

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Redefining the in-place economy and women's role in the local economy of highland areas - URL :
<https://journals.openedition.org/rga/2033> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Magali Talandier, « Redéfinir l'enjeu de l'économie présentielle et le rôle des femmes dans les économies locales », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 101-1 | 2013, mis en ligne le 04 septembre 2013, consulté le 15 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/rga/2028> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.2028>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Redéfinir l'enjeu de l'économie présentielle et le rôle des femmes dans les économies locales

Le cas des territoires de montagne

Magali Talandier

- 1 Le marché de l'emploi est caractérisé par la surreprésentation des femmes dans les activités dites de « l'économie présentielle¹ », à savoir des secteurs d'activités qui se localisent en fonction de la demande locale. Ces activités sont « consommées » sur place par des résidents, touristes et autre population présente dans le territoire. Il s'agit des commerces de détail, des services à la personne, des secteurs de l'éducation, de la santé etc.
- 2 La féminisation du marché de l'emploi n'a pas altéré la concentration sectorielle de l'emploi féminin puisque le taux de féminisation dépasse 70% dans les secteurs de services alors que les hommes occupent 70% des emplois industriels (Meron, Okba, Viney, 2006).
- 3 Cette « spécificité » du marché de l'emploi féminin se traduit par des situations professionnelles souvent peu valorisées : métiers à faible qualification, précarité des emplois, flexibilité du temps de travail, prépondérance du temps partiel, faiblesse des rémunérations (Muller, 2006).
- 4 Ainsi, parmi les femmes actives, la proportion d'emplois à temps partiel est passée de 15% en 1980 à 30,2% en 2007². Chez les hommes, ce taux est passé de 2% à 5,7% (Gadrey, 2009). Un rapport du Conseil Economique et Social de 2008 note que l'essentiel de la hausse de l'emploi féminin est dû à celle de l'emploi à temps partiel. Cette situation serait subie dans 30% des cas (Arnault, 2005), un taux deux fois plus élevé qu'en moyenne en Europe (Bloch et Galtier, 1999).
- 5 Les emplois présentiels présentent incontestablement un certain nombre de caractéristiques négatives pour celles et ceux qui les occupent. Néanmoins, les niveaux de qualification requis sont extrêmement variables. En effet, ils offrent des possibilités

d'embauche pour des personnes pas et peu qualifiées, mais également très qualifiées dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du conseil, de la culture etc. Par ailleurs, ces emplois sont non délocalisables, peu sensibles aux chocs conjoncturels et résistent mieux à la crise économique.

- 6 Ces emplois souffrent d'une image parfois excessivement négative qui en minimise les effets positifs et moteurs sur le développement économique local. Le rôle des femmes dans les économies locales, surreprésentées dans ces secteurs, se trouve systématiquement sous-valorisé.
- 7 Ce constat est encore plus prégnant dans les espaces de montagne. Les travaux sur le rôle des femmes dans l'économie montagnarde s'intéressent le plus souvent à leur place dans les secteurs productifs (agricoles notamment) (Braithwaite, 1994 ; Commission Européenne, 1999, ou bien encore au statut de l'économie domestique, à savoir une économie familiale, « hors marché » (Gramain et Weber, 2003 ; Barthez, 2005). Le travail développé dans cet article vise à compléter ces approches en développant une analyse des emplois marchands liés à la demande ou « emplois présentiels » dans les espaces de montagne en France.
- 8 Cet état de fait résulte pour certains d'artefacts des découpages en catégories socioprofessionnelles qui renforcent la méconnaissance des emplois féminins. 62% de l'emploi des femmes est regroupé dans six catégories socioprofessionnelles sur 31 proposées (Amossé, 2004).
- 9 On peut également noter une moindre organisation de ces métiers. Les acteurs de l'économie productive, organisés par filière, pôles, clusters sont les premiers interlocuteurs et bénéficiaires des politiques publiques de développement économique dans les territoires. L'économie présentielle (dont touristique) paraît souvent bien désordonnée pour défendre sa place dans le système local.
- 10 Enfin, et ce sera le point développé dans la première partie, on constate une minimisation voire une absence de considération de ces activités liées à la demande dans les approches économiques du développement local.
- 11 Des travaux récents sur l'économie résidentielle (Davezies, 2003 et 2008) ont permis d'introduire la notion d'activités présentielles³, ces travaux insistent sur leur rôle induit et dépendant plutôt que sur leurs effets entraînants et moteurs. Pourtant, certains auteurs anglo-saxons défendent l'idée d'un développement local impulsé par la consommation. Nous développeront cette analyse du secteur présentiel dans la seconde partie.
- 12 Enfin la troisième partie sera consacrée à l'analyse détaillée de l'emploi féminin dans l'économie présentielle des communes des six massifs français sur la période 1993/2009. Nous y verrons le rôle structurant que cette économie, essentiellement portée par les femmes, joue en période de croissance, comme en période de crise économique.

Un contexte théorique qui induit une minimisation de la place des femmes dans les processus de développement économique local

- 13 Le premier constat lorsque l'on se livre à une revue internationale de la littérature sur les questions de développement territorial est incontestablement celui d'une homogénéité des travaux et d'une quasi-absence de controverse. La géographie économique et l'économie régionale sont largement dominées par les questions de localisation des facteurs de production et par celle de la contribution du facteur spatial et/ou territorial⁴ à la création de richesses, y compris dans les espaces de montagne.
- 14 On peut, si l'on reprend la grille d'analyse proposée par Talandier et Davezies (2009), distinguer trois grandes familles de travaux sur la question du développement économique local :
 - les approches de la nouvelle économie géographique ;
 - les approches de l'économie territoriale ;
 - les approches de l'économie résidentielle.
- 15 Loin de s'opposer, ces trois familles expliquent des phénomènes et processus distincts et sont en ce sens complémentaires.
- 16 Dans les modèles de la nouvelle économie géographique (Krugman, 1991), les dispositifs territoriaux sont étudiés en tant que facteurs de croissance économique. Dans ces modèles, les métropoles constituent ce que Veltz (2005) nomme « un écosystème relationnel complexe » favorable aux entreprises qui cherchent à minimiser les coûts de transaction et donc les risques de rupture d'approvisionnement. Les métropoles concentrent des ressources génériques stratégiques parmi lesquelles on trouve la main-d'œuvre qualifiée. Elles constituent ce que Chinitz appelait déjà en 1961 les milieux incubateurs ou ce que le GREMI⁵ nomme les milieux innovateurs.
- 17 L'un des principaux apports de ces modèles a été de révéler les mécanismes métropolitains de la croissance⁶. Dans ce contexte théorique, l'activité économique rurale non agricole résulterait des forces de dispersion du modèle métropolitain (Gaigné 2000 ; Gaigné et alii, 2003), à savoir la pression foncière des grandes villes ; la congestion générée par l'agglomération ; le coût des salaires métropolitains.
- 18 La montagne est rarement spécifiée dans ces travaux, contrairement à la catégorisation plus large d'espace rural. En effet, pour Schmitt (1996), « la localisation rurale d'activités industrielles serait liée soit à la proximité d'une agglomération, soit à l'abondance de certains facteurs de production spécifiques (main-d'œuvre), soit à la présence d'un tissu dense de PME. » (Schmitt, 1996, p. 365).
- 19 Néanmoins, même si elle n'est pas explicitée comme un territoire spécifique, la montagne n'échappe pas à cette lecture productive de l'économie locale. Outre les effets centrifuges des métropoles évoqués précédemment, le savoir-faire des travailleurs constitue un facteur explicatif du maintien de ces emplois productifs en milieu rural et montagnard. Cette main-d'œuvre peu qualifiée, abondante et captive pour reprendre les termes d'Aubert et Blanc (2002) est également détentrice d'un savoir-faire qui se perpétue et se transmet au sein de l'entreprise. Sur le cas d'entreprises rurales de Franche-Comté, Yves Janvier (1994)⁷, montre que la

qualification professionnelle est faible, mais que les formations proposées par les entreprises sont très développées. Les cadres sont sous-représentés par rapport à d'autres territoires, mais ils sont, en revanche, plus motivés qu'en ville. La polyvalence, le sens des responsabilités et l'autonomie sont autant de qualités que l'on exige d'eux, autant de motifs de valorisation de leur travail. Car pour Yves Janvier, il est frappant de voir que la ressource humaine est finalement le patrimoine essentiel de ces entreprises rurales⁸.

- 20 Dans les approches du développement dit endogène ou *from below* (Störh, Taylor, 1981), le facteur humain est au cœur des processus de développement économique. Le développement repose sur la mobilisation des acteurs. Cette participation active est le moteur du développement local qui se définit tout simplement par un processus de jeux d'acteurs afin de valoriser une ressource spécifique, territoriale (Gumuchian, Pecqueur, 2007 ; Lajarge *et al.*, 2012). Le territoire n'est plus seulement un espace où s'organisent les « agents économiques », il naît des acteurs et se construit en permanence. Les processus de production résultent de cette proximité à la fois organisationnelle et spatiale (Rallet et Torre, 2004).
- 21 Ainsi, l'organisation des systèmes productifs locaux se définit comme « une entité socio-territoriale caractérisée par la présence active d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises dans un espace géographique et historique donné » (Becattini, 1992, p. 36). Ces systèmes, districts, milieux etc. productifs localisés seraient une alternative possible au fordisme et à la métropolisation permettant aux entreprises de s'organiser en réseaux pour résoudre les problèmes de surcapacité et répondre à la demande de flexibilité accrue (Markusen, 2000).
- 22 Comme le précise également Bernard Pecqueur (1989), les systèmes productifs locaux (SPL) ne naissent pas de la crise, ils ré-émergent. « Ils ressurgissent comme témoignage de la permanence d'une osmose entre les savoir-faire, l'activité de production et les caractéristiques humaines du lieu. » (Pecqueur, 1989, 2^e éd. 2000, p. 73). Le regain d'intérêt pour ces modèles dans la période de crise économique actuelle témoigne d'un besoin de réassurance qui passe par la proximité territoriale, sociale et familiale etc. Ces modèles, contrairement aux premiers, ont été largement testés et mis en œuvre dans et par les territoires de montagne (Mao, 2007 ; François, 2007).
- 23 Bien que très différentes, les deux approches développées précédemment ont en commun de considérer que la valorisation économique des territoires dépend de leur système productif.
- 24 La sphère présentielle de l'économie, celle qui n'exporte pas, n'est pas intégrée dans ces modèles qui structurent la pensée aménagiste en matière de développement économique local. La place des femmes dans ces processus de développement économique est minimisée par la nature même des secteurs considérés. C'est l'émergence de travaux en géographie culturelle sur le genre qui a permis de contourner ces obstacles théoriques et qui ont permis de souligner le rôle structurant des femmes dans les activités et plus largement dans les sociétés rurales (Louargant, 2002 ; Guétat, Granier, 2006).
- 25 Plus récemment, des travaux sur les facteurs non productifs du développement local ont vu le jour sous la notion d'économie résidentielle. Permettent-ils de mieux comprendre le rôle joué par les activités présentielles dans les espaces de montagne ?

Économie résidentielle et économie présentielle : quelle place pour l'emploi féminin ?

De l'économie résidentielle à l'économie présentielle

- 26 « L'enjeu du développement d'un territoire n'est pas de créer le plus de richesses possibles, mais d'en capter le plus possible. La production marchande n'étant qu'un moyen parmi d'autres de le faire » (Davezies, 2004). La théorie de la base exportatrice (Sombart, 1916) sert de cadre conceptuel aux travaux développés sur l'économie résidentielle (Vollet, Dion, 2001 ; Davezies, 2003 ; Talandier, 2007). Selon cette théorie, les économies locales sont décomposées en deux secteurs : le secteur basique qui permet de capter des revenus extérieurs au territoire et le secteur que nous appelons présentiel dans cet article, constitué des emplois qui répondent à la demande locale. Le secteur basique regroupe l'ensemble des revenus importés par un territoire. Il constitue le moteur du développement économique local. Ce sont ces revenus externes qui détermineraient la richesse du territoire et les dynamiques des emplois présentiels des territoires. Davezies propose de décomposer la base économique en quatre grandes familles :
- la base productive privée est constituée de l'ensemble des revenus issus de l'exportation de biens et services produits dans le territoire. À l'échelle des bassins de vie français, la base productive privée représente 20% des bases économiques en 2006 ; 14% dans les bassins de vie ruraux (Talandier, 2008) ;
 - la base résidentielle comprend l'ensemble des revenus captés grâce aux aménités résidentielles et récréatives du territoire, à savoir les salaires des navetteurs, les dépenses des touristes, les retraites. La base résidentielle des bassins de vie pèse pour 49% des bases. Elle atteint plus de 60% dans le rural en raison principalement du poids du tourisme ;
 - la base publique comprend les traitements des fonctionnaires, elle représente 9% des bases et moitié moins dans le rural ;
 - la base sociale comprend l'ensemble des revenus de transfert et des remboursements de soin de santé, elle pèse pour 22% des bases, 19% dans le rural.
- 27 La base économique des territoires repose sur des fonctions productives mais également résidentielles et récréatives (Vollet, 1997). Dans ces modèles, les activités présentielles sont induites par les bases économiques, et seraient en ce sens moins stratégiques pour le développement économique des territoires.
- 28 Mais d'autres travaux, encore rares, émergent. On parle alors non plus de théorie de la base exportatrice mais de théorie de la base consommatrice (*consumption base theory*) (Markusen, 2007). Ces travaux soutiennent l'idée selon laquelle le développement d'activités économiques tournées vers la demande locale aurait autant d'impact sur les économies locales que les bases exportatrices. Ainsi, les investissements dans l'offre de services culturels (exemple donné par Ann Markusen en 2007) permettent de favoriser la dépense locale tout en attirant celle des touristes. En France, des travaux récents montrent que la diversité de l'offre d'équipements de proximité encourage l'attractivité migratoire des espaces ruraux, notamment auprès des néoruraux, et favorise la circulation de richesse (Talandier, Jousseau, 2013).
- 29 Selon Shaffer *et alii*, 2006, une région peut réduire les évasions de revenus en proposant des biens et services qui auraient été importés sinon. Cela permet de maintenir les flux monétaires au sein de la région. Jacobs (1969) a souligné l'importance de ces

substitutions aux importations comme stratégie de développement local. Pour de nombreux secteurs industriels, il semble inimaginable de remplacer les importations par une production locale et là n'est pas notre propos. Par contre, repenser ainsi, l'économie présentielle devient un véritable levier d'action pour favoriser le développement économique local. En limitant les effets d'évasion de revenus, elle permet d'augmenter la richesse des régions.

- 30 Ainsi une économie régionale dépend non seulement des flux entrants et circulants localement (théorie de la base exportatrice), mais également de la minimisation des flux sortants. La présence d'activités préSENTIELLES favorise la captation de nouvelles bases économiques (plutôt résidentielles et touristiques), détermine la consommation locale de biens et services, permet de faire circuler la richesse et de réduire les flux sortants. Ainsi, maximiser la richesse d'un territoire c'est à la fois maximiser la richesse créer, la richesse capter, minimiser les évactions de richesse et en assurer la circulation. Plus la consommation est élevée plus le revenu régional le sera aussi (Schéma 1).
- 31 Pour les territoires de montagne, tout comme pour les espaces ruraux et les petites villes, cette composante du développement local est d'autant plus importante que le contexte de métropolisation, d'essor de l'économie de la connaissance et de déclin industriel amenuise leurs ressorts productifs.

Schéma 1. Le revenu local

CRÉDITS : RÉALISATION DE L'AUTEURE

- 32 Précisons à présent les contours de l'économie préSENTIELLE et le poids qu'elle occupe dans les territoires de montagne.

Le poids de l'économie présentielle

- 33 L'INSEE distingue deux sphères économiques :
- la sphère non présentielle qui comprend l'ensemble des activités qui se localisent pour produire et exporter ;
 - la sphère présentielle qui comprend des activités consommées sur place.
- 34 Nous proposons de distinguer une troisième sphère dite mixte (Annexe 1) qui comprend des activités pour lesquelles cette distinction entre consommation locale ou exportation n'est pas évidente : construction, activités juridiques, activités de conseil etc. Cette troisième catégorie d'emplois est particulièrement stratégique pour les territoires. Elle comprend des activités qui, selon les établissements, s'adressent à une clientèle locale, régionale, nationale voire internationale, à des particuliers comme à des entreprises. Ces caractéristiques, qui rendent leur ventilation entre présentiel et non présentiel illusoire, constitue une spécificité territoriale et sectorielle qui justifie d'isoler ces secteurs.
- 35 Les données mobilisées sont celles de l'Unedic-Pôle de 1993 et 2009 à l'échelle communale pour la France métropolitaine. Ces données comptabilisent l'emploi salarié total, dans les secteurs privés, au 31 décembre par sexe et par secteur. Deux périodes d'analyse seront distinguées en raison de la rupture des dynamiques économiques enregistrée par les territoires avant et après la crise de 2007 (Davezies, 2012). L'analyse de l'emploi public et non salarié n'a pas été possible en raison de l'absence de données. Des analyses complémentaires pourraient être menées ultérieurement pour compléter ces premiers éléments.
- 36 Enfin, les communes de montagne étudiées sont celles des six massifs de la France métropolitaine définis par le code officiel géographique de l'INSEE⁹. On distinguera donc les communes des Alpes, du Massif Central, des Vosges, des Pyrénées, du Jura et de la Corse.

Tableau 1. Répartition de l'emploi salarié du secteur privé par famille en 2009 et évolution 1993/2009

	France métropolitaine			Ensemble six massifs		
	% en 2009	Evolution annuelle 1993/2007 (%)	Evolution annuelle 2007/2009 (%)	% en 2009	Evolution annuelle 1993/2007 (%)	Evolution annuelle 2007/2009 (%)
Non présentiel	20.0	-0.8	-4.0	25.0	-0.7	-4.9
Mixte	41.0	3.1	-1.5	35.0	3.4	-2.0
Présentiel	39.0	2.6	0.9	40.0	3.0	0.9
Total	100.0	1.7	-1.1	100.0	1.8	-1.7

SOURCE : D'APRÈS UNEDIC-PÔLE EMPLOI

- 37 Le secteur non présentiel représente 20% de l'emploi salarié en France et 25% en montagne. Mais, ces emplois « productifs » ne cessent de chuter avec une accélération de cet effondrement depuis la crise économique de 2007. Cette accélération des destructions d'emplois touche tous les secteurs industriels, mais avec encore plus de violence les secteurs traditionnels (fabrication de meubles, fabrication de machines, fabrication de produits métalliques) ou bien encore des secteurs caractéristiques de l'emploi ouvrier féminin dans les espaces de montagne (industries du textile, de l'habillement, du cuir, de la chaussure).
- 38 Le poids des salariées femmes dans le secteur agricole est nettement plus important dans les massifs qu'en moyenne en France. Ainsi, à peine 35% des femmes sont salariées de l'agriculture (culture et production animale) en France, ce taux est de 45% des communes de montagne.
- 39 Les femmes jouent un rôle structurant dans l'économie agricole (Louargant, 2003) et peut-être plus encore en montagne. Jouvenot-Jacques et Tripier (1994) ont montré comment les femmes d'agriculteurs contribuaient à développer de nouvelles fonctions rurales. Dans les zones de montagne où la polyculture domine, les femmes ont souvent été les initiatrices d'activités nouvelles générant de nouveaux revenus : vente directe, vente de produits élaborés à la ferme (jus de fruits, confitures...) et tourisme rural.
- 40 Les emplois mixtes dominent le marché de l'emploi salarié privé et enregistrent les plus fortes progressions entre 1993 et 2007. On note en revanche un déclin de ces types d'emplois depuis la crise dû aux emplois intérimaires, qui constituent aujourd'hui une variable d'ajustement et de flexibilité du marché de travail masculin.
- 41 Enfin, les activités présentielles représentent 40% de l'emploi salarié et ont progressé à un rythme soutenu depuis 1993. L'une des spécificités de ce secteur tient dans sa moindre sensibilité aux chocs conjoncturels économiques. Lié à la consommation des personnes, ce secteur ralentit sa progression depuis 2007, mais reste jusqu'en 2009 relativement épargné par la crise.

Le rôle des femmes dans l'économie présentielle en montagne : zoom sur les six massifs français

- 42 L'analyse théorique nous a permis de retenir cinq effets fondamentaux de l'économie présentielle sur le développement économique. On distinguera, pour les emplois, un effet de volume, un effet de dynamisme et un effet d'amortisseur. Pour les richesses, nous retiendrons un effet de circulation et d'augmentation du revenu local.
- 43 L'effet volume traduit le poids de ce secteur qui embauche 58% des salariées des massifs français. 65% de ces emplois sont occupés par des femmes.
- 44 L'effet dynamisme tient à la croissance qu'ont connue ses emplois au cours des décennies passées. Entre 1993 et 2007, ce sont près de 220 000 emplois salariés créés dans ce secteur en montagne, soit une hausse de plus de 15 000 emplois par an. De plus, 75% de la progression de l'emploi féminin sur cette période s'est faite dans l'économie présentielle.
- 45 L'économie présentielle a été jusqu'à présent relativement épargnée par la crise. Certes la progression des emplois s'est nettement ralentie, mais n'a pas disparu. Ainsi, ce secteur joue un rôle d'amortisseur économique pour les territoires en maintenant un

niveau d'emploi et de richesse. Amortisseur pour les territoires, le maintien de l'emploi féminin devient plus qu'une variable d'ajustement (Hofmann, Marius-Gnanou, 2002), c'est une véritable bouée de sauvetage pour certains ménages). Notons que 97% des diminutions d'emplois en France depuis 2008 sont uniquement imputables à la baisse des emplois masculins (Davezies, 2012).

- 46 Nous avons également regardé de façon détaillée les 15 secteurs créateurs et les 15 secteurs destructeurs d'emplois au cours de la période 2007/2009 dans les massifs. Sur les quinze secteurs dans lesquels l'emploi a progressé seuls deux sont occupés majoritairement par des hommes (la recherche et développement et la programmation et conseil en informatique). Inversement, les secteurs fortement impactés par la crise sont tous majoritairement masculins à l'exception du commerce de détail.
- 47 Les exemples développés par massif permettent d'affiner ces premiers constats.

Carte 1. Part du présentiel dans l'emploi salarié en 2009

Carte 2. Part des femmes dans l'emploi salarié privé en 2009

Carte 3. Évolution de l'emploi salarié entre 1993 et 2007

Carte 4. Évolution de l'emploi salarié entre 2007 et 2009

Source : d'après Unedic-Pôle emploi, 1993, 2007 et 2009

- 48 L'analyse des Cartes 1 à 4 montre l'hétérogénéité des massifs français en termes de caractéristiques et de dynamiques économiques. On voit que dans les espaces de montagne, la présence d'une importante économie présentielle est corrélée à une part plus grande des femmes dans l'emploi (à l'exception de la Corse), à un dynamisme des emplois en période de croissance et à une meilleure capacité de résistance en période de crise. On retrouve les effets évoqués précédemment en termes de dynamisme et d'amortisseur économique.
- 49 Ainsi, dans les Vosges la part de l'économie présentielle ne représente que 33% de l'emploi salarié, alors que ce taux atteint 52% dans les Pyrénées. La part des femmes dans l'emploi local fait apparaître un écart de cinq points entre les Pyrénées (48%) et les Vosges ou la Corse (43%). Mais c'est surtout en termes d'évolution que les différences sont les plus importantes. Les Vosges et le Jura apparaissent à la fois peu dynamiques en période de croissance et fortement impactés par la crise. La Corse se détache par ses taux de progression rapide de l'emploi avant et pendant la crise. Les

Pyrénées et le Massif Central ont connu une croissance similaire avant 2007, les Pyrénées (plus présentes) résistent un peu mieux à la crise. Les Alpes très dynamiques avant 2007, connaissent un fléchissement des emplois somme toute assez modéré depuis 2007.

- 50 Si l'on zoome à présent sur le massif des Alpes pour observer les variations de l'emploi présentiel avant et après 2007 à l'échelle communale, on observe certes une dispersion des tendances, mais néanmoins un choc sur les emplois observables sur la quasi-totalité du massif (Cartes 5, 6, 7 et 8).

Carte 5 et 6. Évolution de l'emploi salarié privé présentiel dans les communes des Alpes

Entre 1993 et 2007 (%)

Entre 2007 et 2009 (%)

Carte 7 et 8. Évolution de l'emploi salarié privé non présentiel et mixte dans les communes des Alpes

Entre 1993 et 2007 (%)

Source : d'après Unedic-Pôle emploi, 1993, 2007 et 2009

- 51 Les cartes 6 à 8 soulignent le double effet de l'économie présentielle dans le massif alpin. Entre 1993 et 2007, on note une croissance plus rapide et mieux répartie entre les communes des emplois présentiels comparativement aux autres emplois (non présentiels et mixtes). Entre 2007 et 2009, ces emplois continuent de progresser, certes modérément, dans plus d'une commune sur deux alors que le déclin des autres secteurs touchent la quasi-totalité des communes alpines.
- 52 Cette analyse peut être complétée par une analyse sectorielle plus fine, cette fois pour chacun des massifs (tableau de l'Annexe 2).
- 53 Les Vosges et le Jura sont des massifs dans lesquels la présence d'une industrie traditionnelle est encore très forte : plus de 37% des emplois sont non présentiels en 2009 (20% en France). Cette industrie ne cesse de décliner et la crise de 2008 en a accéléré la chute. C'est donc à un ajustement structurel, profond, de désindustrialisation que l'on assiste non compensé par les activités présentielles et touristiques. Les pertes d'emplois dans des secteurs traditionnels comme le textile, l'habillement, le cuir, la fabrication de machines, de produits manufacturiers, mais aussi dans l'industrie automobile semblent irréversibles. On ne recréera pas des

emplois à l'identique dans ce type de secteurs. Qui plus est, ce sont des territoires dans lesquels la présence des femmes dans l'industrie est plus importante qu'ailleurs. Dans les Vosges et le Jura 30% des femmes travaillent dans ces secteurs industriels, elles ne sont que 6% à y travailler en Corse, 11% dans les Pyrénées, 15% dans les Alpes, 17% dans le Massif Central. Les ménages dont les deux actifs travaillent dans ces secteurs sont encore plus vulnérables.

- 54 À l'opposé, les Pyrénées et la Corse se caractérisent par l'importance de leur économie présentielle qui emploie 52% et 49% de l'emploi salarié de ces deux massifs. Les secteurs industriels « classiques » subissent, comme précédemment des pertes d'emplois, mais n'étant que peu présents dans la région, ces pertes sont compensées par l'essor et le succès des emplois tournés vers la demande locale et touristique... mais pas uniquement. On note que parallèlement à ces activités présentielles, se développent des activités mixtes (services aux entreprises, conseils, transports etc.), mais aussi de l'industrie : fabrication de produits métalliques, industrie chimique, industrie agro-alimentaire, industrie pharmaceutique etc. Ces frémissements industriels sont intéressants dans la mesure où ils sont des signaux d'un regain productif et industriel dans des territoires à forte économie présentielle.
- 55 Enfin, la situation des Alpes et du Massif Central est plus équilibrée. L'économie présentielle représente autour de 40% des emplois, la sphère non présentielle entre 20 et 25%, les secteurs mixtes sont à 35%. Néanmoins, ce qui distingue ces deux massifs, c'est la part encore non négligeable d'industries traditionnelles dans le Massif central, alors que celles-ci ont quasiment disparues dans les Alpes. Dans les deux massifs, les secteurs les plus touchés par la crise sont l'emploi intérim et la fabrication de produits métalliques. De plus, les Alpes ont un profil beaucoup plus tertiaire, avec une forte spécialisation dans les activités de services supérieurs aux entreprises et une présence plus importante des activités touristiques.

Conclusion

- 56 Les activités présentielles, occupées à 65% par des femmes, jouent un rôle moteur dans l'économie des territoires de montagne peut-être encore plus qu'ailleurs. En effet, une industrie traditionnelle dont on soulignait le maintien dans les espaces ruraux, connaît aujourd'hui une chute vertigineuse des emplois. La crise économique finit d'assommer ces secteurs et par voie de conséquence ces espaces. C'est particulièrement le cas des Vosges, du Jura et d'une partie du Massif central. Sans les secteurs d'activités tournés vers la demande, peu considérés, et sans les emplois féminins souvent sous-valorisés, ces territoires seraient encore plus affaiblis. Ainsi, sans l'emploi présentiel ou sans l'emploi féminin, les Vosges auraient connu une perte d'emplois dès 1993. Dans le Jura ou dans le Massif central, la croissance des emplois aurait été deux à trois fois moins rapide. C'est donc dans les territoires les plus vulnérables, que l'emploi présentiel joue le plus son rôle « social ». Dans les autres massifs, les variations de l'emploi sont également plus modérées en période de croissance et les pertes plus prononcées en période de crise sans la partie présentielle de l'économie, mais ces écarts sont moindres. Enfin, des frémissements de regain productif dans les espaces les plus présentiels sont à noter. Et si c'était sur la base d'activités mixtes et présentielles qu'émergeront demain les nouveaux secteurs productifs des territoires de montagne ?

BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSÉ T., 2004.- « Professions au féminin. Représentation statistique, construction sociale », *Travail, genre et sociétés*, 2004/1, n°11, pp. 31-46.
- ARNAULT S., 2005.- « Le sous-emploi concerne 1,2 million de personnes », *Insee Première*, n°1046.
- AUBERT F., BLANC M., 2002.- « Activités économiques et emplois : le rural refuge de secteurs déclassés ou milieu attractif ? », in *Repenser les campagnes*, (dir.) Philippe Perrier-Cornet, 2002, (coll.) bibliothèques des territoires, éditions de l'Aube, pp. 147-172.
- BARTHEZ A., 2005.- « Devenir agricultrice : à la frontière de la vie domestique et de la profession », *Économie rurale*, Vol. 289-290, pp. 30-43.
- BECATTINI G., 1992.- « Le district marshallien : une notion socio-économique », in G. Benko et A. Lipietz (dir.), *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris, PUF, pp. 35-55.
- BLOCH L., GALTIER B., 1999.- « Emplois et salariés à temps partiel en France », G. Cette, *Le temps partiel en France*, Rapport du conseil d'analyse économique, n°19, pp. 93-126.
- BOURGUIGNON F., 2012.- *La Mondialisation de l'inégalité*, Seuil.
- BRAITHWAITE M., 1994.- *The Economic Role and Situation of Women in Rural Areas*, Publisher Office for Official Publications of the European Communities, Vol. 1-94.
- BURKART LUTZ B., 2003.- « Petites entreprises : un enjeu pour le rural », *Pour*, n°180.
- CAMAGNI R., MAILLAT D., MATTEACCIOLI A. (dir.), 2004.- *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, éd. EDES, Neuchâtel.
- CHINITZ B., 1961.- « Contrasts in Agglomeration : New York and Pittsburgh », *American Economic Review*, vol. 51, pp. 279-289.
- COLLETIS G., PECQUEUR B., 1993.- « Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°3, pp. 489-508.
- DAVEZIES L., 2003.- *Un essai de typologie des formes du développement territorial en France*, Rapport à l'Institut Caisse des Dépôts pour la Recherche et à la Caisse des Dépôts, OEIL-CRETEIL, Université Paris 12, Créteil.
- DAVEZIES L., 2004.- « Temps de la production et temps de la consommation : les nouveaux aménageurs du territoire ? », *Futuribles*, n°295, mars 2004, pp. 43-56.
- DAVEZIES L., 2008.- *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Collection La République des Idées, Seuil.
- DAVEZIES L., 2012.- *La crise qui vient*, Seuil.
- FRANÇOIS H., 2007.- *De la station ressource pour le territoire au territoire ressource pour la station : le cas des stations de moyenne montagne périurbaines de Grenoble*, Thèse de Doctorat en Géographie, Grenoble.
- GADREY J., 2009.- « L'institutionnalisation du précariat féminin subventionné », *Travail, genre et sociétés*, 2009/2, n° 22, pp. 159-164.

- GAIGNÉ C., 2000. – « Appariement et stabilité de la relation d'emploi dans les espaces ruraux », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, vol. 5, pp. 821-840.
- GAIGNÉ C., GOFETTE-NAGOT F., 2003. – *Localisation des activités en zones rurales : que nous enseigne l'économie géographique ?*, Working Paper GATE, 2003-03.
- GANNE B., BERTRAND N., 1996. – PME et milieu rural : changer les problématiques, *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1996, vol. 2, pp. 283-306.
- GRAMAIN A., WEBER F., 2003. – « Modéliser l'économie domestique », in *Charges de famille. Dépendance et parenté dans la France contemporaine*, F. Weber, S. Gojard, A. Gramain (dir.), Paris, La Découverte, pp. 9-42.
- GRANIÉ A.-M., GUÉTAT-BERNARD H., 2006. – *Empreinte et inventivité des femmes dans le développement rural*, Presse Universitaires du Mirail, Col. Ruralités Nord-Sud.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B. (Dir.), 2007. – *La ressource territoriale*, Economica, 2007.
- HOFMAN E., MARIUS-GNANOU K., 2002. – « L'intégration de la dimension "genre" dans une intervention de développement : mythe ou réalité ? », Communication lors d'une journée d'études « Genres, inégalités et territoires », Maison des Sud, Bordeaux.
- JACOBS J., 1969. – *The economy of cities*, New York, Random House.
- JOUVENOT-JACQUES D., TRIPIER P., 1994. – Hommes, femmes, territoires ruraux et développement local, *Territoires ruraux et développement. Quel rôle pour la recherche*, CEMAGREF éditions, pp. 42-52.
- KRUGMAN P., 1991. – Increasing Returns and Economic Geography, *Journal of Political Economy* 99, pp. 483-499.
- LAJARGE R., PECQUEUR B., LANDEL P.A., LARDON S., 2012. – *Ressources territoriales : gouvernance et politiques publiques*, Rapport final de recherche PSDR3, janvier 2012.
- LE MONNIER J., BICHE B., 2003. – Groupements d'employeurs : mutualiser l'emploi, *Pour*, n°180.
- LOUARGANT S., 2002. – « De la géographie féministe à la "gender geography" : une lecture francophone d'un concept anglophone », *Espace, Population, Société*, 3 (2002), pp. 397-410.
- LOUARGANT S., 2003. – *L'approche de genre pour relire le territoire. Les trajectoires hommes-femmes dans les projets touristiques ruraux (Ardèche méridionale, Ligurie, Fes-Boulemane)*, Thèse de Doctorat, Université Joseph Fourier, Grenoble.
- MAO P., 2007. – « La ressource territoriale d'un haut-lieu touristique. L'exemple de Chamonix mont Blanc », in *La ressource territoriale*, Gumuchian H., Pecqueur B. (dir.), Economica Anthropos, pp. 66-77.
- MARKUSEN A., 2000. – « Des lieux-aimants dans un espace mouvant : une typologie des districts industriels », in (dir.) Benko G. et Lipietz A., *La richesse des régions*, coll. économie en liberté, PUF, pp. 85-127.
- MARKUSEN A., 2006. – « A Consumption Base Theory of Development : an Application to the rural cultural Economy », *Agricultural and Resource Economics Review*, vol. 36, n°1, 2007.
- MERON M., OKBA M., VINEY X., 2004. – « Les femmes et les métiers : vingt ans d'évolutions contrastées », *Données sociales*, n°225.
- MULLER I., 2008. – « Les écarts de salaires entre les hommes et les femmes en 2006 : des disparités persistantes », *Premières informations, premières synthèses*, n°44-5, 31.
- PECQUEUR B., 1989. – *Le développement local*, La Découverte et Syros, Paris, 2^e éd. 2000.

- RALLET A., TORRE A., 2004.- « Proximité et localisation », *Économie rurale*, vol. 280 (1), pp. 25-41.
- SCHMITT B., 1996.- « Avantages comparatifs, dynamiques de population et d'emploi dans les espaces ruraux », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°2, 1996, pp. 363-382.
- SEYS B., 1987.- « Groupes sociaux : les employés », *Données Sociales*.
- SHAFFER R., 1989.- *Community economies: Economic structure and change in smaller communities*, Ames, Iowa State University Press.
- SOMBART W., 1916.- *Der moderne Kapitalismus*, Munich, Duker et Humbolt, vol. 3.
- STÖHR W., TAYLOR F., 1981.- *Development from Above or Below*, Wiley, Chichester.
- TALANDIER M., 2007.- *Un autre modèle de développement hors métropolisation. Le cas du monde rural*, Thèse de doctorat en Urbanisme, Aménagement et Politiques Urbaines, Université Paris 12, Créteil.
- TALANDIER M., 2008.- « Une autre géographie du développement rural : une approche par les revenus », *Géocarrefour*, 2008/4, vol. 83.
- TALANDIER M., DAVEZIES L., 2009.- *Croissance et développement territorial. Un examen des phénomènes et des représentations dans les pays industriels*, La documentation française.
- TALANDIER M., JOUSSEAUME V., 2013.- « Les équipements du quotidien en France : un facteur d'attractivité résidentielle et de développement pour les territoires ? », *Noréis*, n°226.
- VELTZ P., 2005.- *Mondialisation, villes et territoires*, PUF, 2005.
- VOLLET D., 1997.- *Les phénomènes d'induction d'emploi par les fonctions résidentielles et récréatives des espaces ruraux*, Thèse en Analyse et Politique Économiques, Université de Bourgogne, Faculté de sciences économiques et de gestion.
- VOLLET D., DION Y., 2001.- « Les potentialités des modèles de la base pour guider la décision publique », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, vol. 2, pp. 179-196.
- WIENER B., 2003.- « Pool de jeunes travailleurs : rester sur le territoire », *Pour*, n°180.

NOTES

1. L'économie présentielle est définie par l'INSEE comme étant l'ensemble des activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
2. Ces données sont issues des enquêtes emploi de l'INSEE.
3. Appelées parfois aussi activités domestiques dans la littérature.
4. Le facteur spatial étant plutôt celui qui prédomine dans les travaux de l'économie géographique, le facteur territorial au sens de ressource spécifique est étudié par les auteurs de l'économie territoriale comme nous allons le développer.
5. Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs. Notons que pour les chercheurs du GREMI, ce milieu constitue une ressource spécifique en soi, constituée d'acteurs susceptibles de mobiliser les ressources locales (Maillat, Camagni, Matteaccioli, 2006).
6. Ces modèles ont joué un rôle décisif dans la compréhension et l'analyse des conséquences économiques du processus d'intégration européenne, expliquant, par exemple, la divergence des niveaux de développement entre les régions européennes dans un contexte de convergence des nations (Bourguignon, 2012).
7. Cité par Ganne et Bertrand (1996).

8. Voir aussi les travaux du GREP et notamment les articles de Lutz, Wiener, Le Monier et Biche dans la revue *Pour*, n°180 de décembre 2003.

9. Il s'agit de la délimitation officielle et administrative française contenue dans la loi montagne qui distingue les zones de montagne d'une part (elles relèvent d'une approche sectorielle dédiée en priorité à l'agriculture au titre de la reconnaissance et de la compensation des handicaps naturels) et les massifs construits pour promouvoir l'auto-développement des territoires de montagne. Les massifs, au titre de la loi « montagne » sont au nombre de six : Vosges, Jura, Alpes, Massif central, Pyrénées et Corse. Il existe par ailleurs trois massifs dans les départements d'outre-mer : Martinique, Guadeloupe et Réunion.

RÉSUMÉS

L'économie présentielle est devenue la première source d'emplois des territoires de montagne. Pourtant, ces secteurs d'activités restent à la fois peu étudiés par les chercheurs et sous-valorisés par les acteurs économiques. La lecture classique des économistes, concentrée sur les activités de production, minimise le rôle économique, mais aussi social de ces secteurs et par voie de conséquence celui des femmes dans les économies locales. En effet, dans les territoires de montagne 65% de ces emplois sont occupés par les femmes. Nous verrons sur le cas des six massifs français, que ces emplois sont déterminants pour le dynamisme des économies locales et le niveau de vie des ménages. Outre l'apport d'un second revenu, ces emplois, moins exposés que ceux où domine l'emploi masculin, constituent un amortisseur puissant des chocs conjoncturels liés à l'économie mondialisée.

INDEX

Mots-clés : économie présentielle, économie résidentielle, développement rural, montagne, genre

AUTEUR

MAGALI TALANDIER

Maître de conférences en aménagement et urbanisme, Université Joseph Fourier de Grenoble,
Institut de Géographie Alpine, UMR 5194 PACTE Territoire,
magali.talandier@ujf-grenoble.fr